

## SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2017/40057]

**14 FEVRIER 2017.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers. — Rectification du rapport au Roi

Dans le *Moniteur belge* n° 2017/10773 du 21 février 2017, deuxième édition, les corrections suivantes doivent être apportées :

A la page 26885, dans le rapport au Roi, dans le commentaire article par article, à l'article 1<sup>er</sup>, a), alinéa 3, lire « Ce n'est qu'à la suite de » au lieu de « Seulement après » dans le texte en français.

A la page 26886, dans le rapport au Roi, dans le commentaire article par article, à l'article 1<sup>er</sup>, b), alinéa 5, lire "significante impact" au lieu de "impact" dans le texte en néerlandais.

A la page 26886, dans le rapport au Roi, dans le commentaire article par article, à l'article 1<sup>er</sup>, b), alinéa 5, lire « impact significatif » au lieu de « impact » dans le texte en français.

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2017/40057]

**14 FEBRUARI 2017.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen. — Rechtzetting Verslag aan de Koning

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 2017/10773 van 21 februari 2017, tweede editie, moeten de volgende correcties worden aangebracht :

Op bladzijde 26885, in het Verslag aan de Koning, bij de artikels-gewijze bespreking van artikel 1, a), derde alinea, lees "Ce n'est qu'à la suite de" in plaats van "Seulement après" in de Franse tekst.

Op bladzijde 26886, in het Verslag aan de Koning, bij de artikels-gewijze bespreking bij artikel 1, b), vijfde alinea, lees "significante impact" in plaats van "impact" in de Nederlandse tekst.

Op bladzijde 26886, in het Verslag aan de Koning, bij de artikels-gewijze bespreking bij artikel 1, b), vijfde alinea, lees "impact significatif" in plaats van "impact" in de Franse tekst.

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,  
COMMERCE EXTERIEUR  
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2017/11008]

**22 FEVRIER 2017.** — Arrêté ministériel portant attribution de compétence à des agences consulaires

Le Ministre des Affaires étrangères,

Vu les articles 4, 35 et 58 du code consulaire;

Vu l'article 3 de l'arrêté royal du 11 juin 2014 concernant l'établissement de postes consulaires;

Vu l'avis de l'inspecteur des finances donné le 17 février 2017,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le chef de l'agence consulaire à Conakry est compétent pour :

- la délivrance de titres de voyage provisoires belges,
- la délivrance de laissez-passer mortuaires,
- la confirmation de certificats de vie pour des citoyens belges.

**Art. 2.** Le chef de l'agence consulaire précitée à l'article 1<sup>er</sup> a accès, pour consultation seule, aux données des Belges qui sont inscrits dans le registre consulaire de population de son ressort.

**Art. 3.** Cet arrêté entre en vigueur le 27 mars 2017.

Bruxelles, le 22 février 2017.

D. REYNDERS

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2017/11008]

**22 FEBRUARI 2017.** — Ministerieel besluit houdende toekenning van bevoegdheid aan consulaire agentschappen

De Minister van Buitenlandse zaken,

Gelet op de artikelen 4, 35 en 58 van het consulaire wetboek;

Gelet op artikel 3 van het koninklijk besluit van 11 juni 2014 aangaande de oprichting van consulaten;

Gelet op het advies van de inspecteur van financiën gegeven op 17 februari 2017,

Besluit :

**Artikel 1.** Het hoofd van het consulaire agentschap te Conakry heeft bevoegdheid tot :

- afgifte van Belgische noodreisdocumenten,
- de afgifte van lijkpassen,
- de bevestiging van levensbewijzen voor Belgische onderdanen.

**Art. 2.** Het hoofd van het in artikel 1 genoemde consulaire agentschap heeft toegang, enkel voor consultatie, tot de gegevens van de Belgen die in zijn ressort ingeschreven zijn in de consulaire bevolkingsregisters.

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 27 maart 2017

Brussel, 22 februari 2017.

D. REYNDERS

## SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

[C - 2017/10549]

**24 FEVRIER 2017.** — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté royal du 20 juillet 2001 relatif à l'immatriculation de véhicules;

Vu l'association des Gouvernements de Région;

## FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

[C - 2017/10549]

**24 FEBRUARI 2017.** — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de gecoördineerde wetten betreffende de politie over het wegverkeer van 16 maart 1968, in het bijzonder artikel 1, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen;

Gelet op de betrokkenheid van de Gewestregeringen;

Vu l'avis 60.800/4 du Conseil d'État, donné le 25 janvier 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Finances, du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de la Mobilité;

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 5 de l'arrêté royal du 20 juillet 2001, relatif à l'immatriculation de véhicules, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> au paragraphe 1, le point 6 est remplacé par ce qui suit :

« 6<sup>o</sup> les personnes physiques ayant leur résidence principale à l'étranger et s'étant signalées à l'étranger auprès d'un consulat ou d'une ambassade, qui étaient auparavant inscrites dans les registres de la population d'une commune belge et qui ne sont pas inscrites dans le registre d'attente d'une commune belge, qui ont acheté un véhicule en Belgique et l'utilisent durant leur séjour temporaire en Belgique, à l'exception des personnes visées aux 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> ou 3<sup>o</sup> : la durée de validité de l'immatriculation temporaire de leur véhicule est valable 6 mois maximum par année calendrier, éventuellement à diviser en périodes d'au moins un mois; »

2<sup>o</sup> il est ajouté un point 6/1 et un point 6/2 rédigés comme suit :

« 6/1<sup>o</sup> pour les personnes physiques ayant leur résidence principale à l'étranger, à l'exception des personnes visées au § 1, 12<sup>o</sup>, qui transfèrent un véhicule en Belgique ou qui achètent en Belgique un véhicule avec exemption des droits de douane et de T.V.A., ou de T.V.A. uniquement; l'immatriculation temporaire de leur véhicule est valable pour la durée de l'exemption des droits de douane et de T.V.A., ou de T.V.A. uniquement;

6/2<sup>o</sup> les personnes physiques ayant leur résidence principale à l'étranger, à l'exception des personnes visées au § 1, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 6<sup>o</sup>, qui ne sont pas inscrites dans le registre d'attente d'une commune belge, qui ont acheté un véhicule en Belgique et l'utilisent durant leur séjour temporaire en Belgique : la durée de validité de l'immatriculation temporaire de leur véhicule est valable 6 mois maximum; »

3<sup>o</sup> le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. L'immatriculation temporaire exigée au § 1, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup> et 9<sup>o</sup> est valable deux mois minimum et peut être chaque fois prolongée lorsque la prolongation est faite pendant la durée de validité de l'immatriculation temporaire et lorsque les conditions, sous lesquelles l'immatriculation originelle a été accordée, sont toujours remplies au moment de la demande de prolongation. Lors de chaque prolongation, une nouvelle marque d'immatriculation est délivrée. »

4<sup>o</sup> le paragraphe 3/1 est remplacé par ce qui suit :

« § 3/1. L'immatriculation temporaire exigée au § 1, 5<sup>o</sup>, 6/2<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup> est valable deux mois minimum et peut être seulement prolongée pour autant que l'immatriculation originelle soit accordée pour une période plus courte que la durée maximale respectivement applicable. La prolongation peut seulement être accordée pour une telle période de manière à ce que la durée maximale applicable à l'origine ne soit pas dépassée. Après l'expiration de la durée maximale, aucune prolongation ne peut avoir lieu. Lors de chaque prolongation, une nouvelle marque d'immatriculation est délivrée. »

5<sup>o</sup> le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Si la couverture d'assurance du véhicule, les conditions liées au séjour en Belgique, ou une des conditions à l'obtention de l'immatriculation temporaire vient à échéance durant la durée maximale applicable à l'immatriculation temporaire, la date d'échéance de l'immatriculation est ramenée respectivement à la date ultime de validité de la couverture d'assurance du véhicule, à la date d'échéance des conditions liées au séjour en Belgique ou à la date d'échéance d'une des conditions à l'obtention de l'immatriculation temporaire. La plus courte période de validité détermine toujours la date d'échéance de l'immatriculation. »

6<sup>o</sup> le paragraphe 6 est remplacé par ce qui suit :

« § 6. A l'expiration de la durée de validité de l'immatriculation temporaire exigée au § 1, 4<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup> et 6/2<sup>o</sup> à 13<sup>o</sup>, une immatriculation temporaire répondant à ces dispositions ne peut plus à nouveau être obtenue pour ce véhicule. »

7<sup>o</sup> le paragraphe 8 est remplacé par ce qui suit :

« § 8. Les véhicules immatriculés sous une immatriculation temporaire prévue au § 1, 10<sup>o</sup> à 13<sup>o</sup> ne peuvent pas être immatriculés sous une nouvelle immatriculation temporaire avant que le véhicule ne soit préalablement immatriculé sous une marque d'immatriculation ordinaire avec une inscription normale.

Gelet op het advies 60.800/4 van de Raad van State, gegeven op 25 januari 2017 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup> van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Financiën, de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Mobiliteit;

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 5 van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 betreffende de inschrijving van voertuigen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1<sup>o</sup> in paragraaf 1 wordt punt 6 vervangen als volgt :

“6<sup>o</sup> de natuurlijke personen met hoofdverblijfplaats in het buitenland en zich aldaar aangemeld hebben in een consulaat of ambassade, die voorheen ingeschreven waren in de bevolkingsregisters van een Belgische gemeente en niet ingeschreven zijn in het wachtregister van een Belgische gemeente, die in België een voertuig hebben gekocht en dit gebruiken tijdens hun tijdelijk verblijf in België, behalve voor de personen bedoeld in 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> of 3<sup>o</sup> : de tijdelijke inschrijving van hun voertuig is maximaal 6 maanden per kalenderjaar geldig, eventueel op te delen in periodes van minstens één maand;”

2<sup>o</sup> er wordt een punt 6/1 en een punt 6/2 ingevoegd die luiden als volgt :

“6/1<sup>o</sup> de natuurlijke personen met hoofdverblijfplaats in het buitenland, met uitzondering van de personen bedoeld in § 1, 12<sup>o</sup>, die een voertuig overbrengen naar België of aankopen in België met vrijstelling van douanerechten en btw, of btw alleen; de tijdelijke inschrijving van hun voertuig is geldig voor de duur van de betreffende vrijstelling van douanerechten en btw, of btw alleen;

6/2<sup>o</sup> de natuurlijke personen met hoofdverblijfplaats in het buitenland, met uitzondering van de personen bedoeld in § 1, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> en 6<sup>o</sup>, die niet ingeschreven zijn in het wachtregister van een Belgische gemeente, die in België een voertuig hebben gekocht en dit gebruiken tijdens hun tijdelijk verblijf in België : de tijdelijke inschrijving van hun voertuig is maximaal 6 maanden geldig;”

3<sup>o</sup> paragraaf 3 wordt vervangen als volgt :

“ § 3. De tijdelijke inschrijving vereist in § 1, 1<sup>o</sup> tot 4<sup>o</sup>, 8<sup>o</sup> en 9<sup>o</sup> is minstens twee maanden geldig en kan telkens worden verlengd indien de verlenging gebeurt binnen de geldigheidsduur van de tijdelijke inschrijving en indien de voorwaarden waaronder de oorspronkelijke inschrijving werd toegekend, nog steeds gelden op het ogenblik van de aanvraag tot verlenging. Bij elke verlenging van de inschrijving wordt een nieuwe kentekenplaat afgeleverd.”

4<sup>o</sup> paragraaf 3/1 wordt vervangen als volgt :

“ § 3/1. De tijdelijke inschrijving vereist in § 1, 5<sup>o</sup>, 6/2<sup>o</sup> en 7<sup>o</sup> is minstens twee maanden geldig en kan slechts verlengd worden voor zover de oorspronkelijke inschrijving werd toegekend voor een periode korter dan de respectievelijk van toepassing zijnde maximumtermijn. De verlenging kan slechts worden toegekend voor een dusdanige periode dat de oorspronkelijk van toepassing zijnde maximumtermijn niet wordt overschreden. Na verloop van de maximumtermijn kan geen verlenging meer gebeuren. Bij elke verlenging van de inschrijving wordt een nieuwe kentekenplaat afgeleverd.”

5<sup>o</sup> paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

“ § 4. Indien de verzekeringsdekking van het voertuig, de voorwaarden verbonden aan het verblijf in België, of één van de voorwaarden tot het bekomen van de tijdelijke inschrijving vervalt tijdens de van toepassing zijnde maximumtermijn van de tijdelijke inschrijving, wordt de vervalddag van de inschrijving teruggebracht tot respectievelijk de uiterste geldigheidsdatum van de verzekeringsdekking van het voertuig, de vervalddatum van de voorwaarden verbonden aan het verblijf in België of tot de vervalddatum van één van de voorwaarden tot het bekomen van de tijdelijke inschrijving. De kortste geldigheidsperiode bepaalt steeds de vervalddag van de inschrijving.”

6<sup>o</sup> paragraaf 6 wordt vervangen als volgt :

“ § 6. Bij het verstrijken van de geldigheidsduur van de tijdelijke inschrijving vereist in § 1, 4<sup>o</sup> tot 5<sup>o</sup> en 6/2<sup>o</sup> tot 13<sup>o</sup>, kan voor dit voertuig niet opnieuw een tijdelijke inschrijving overeenkomstig deze bepalingen verkregen worden.”

7<sup>o</sup> paragraaf 8 wordt vervangen als volgt :

“ § 8. Voertuigen ingeschreven onder een tijdelijke inschrijving voorzien in § 1, 10<sup>o</sup> tot 13<sup>o</sup> kunnen niet worden ingeschreven onder een nieuwe tijdelijke inschrijving vooraleer het voertuig eerst werd ingeschreven onder een gewone kentekenplaat met normaal opschrift.

Les véhicules immatriculés sous une immatriculation temporaire prévue au § 1, 6° ne peuvent pas être immatriculés par un autre titulaire sous une nouvelle immatriculation temporaire avant que le véhicule ne soit préalablement immatriculé sous une marque d'immatriculation ordinaire avec une inscription normale. »

**Art. 2.** A l'article 16, § 4 du même arrêté, le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Par dérogation au premier alinéa, pour les catégories de personnes visées à l'article 5, § 1, 4° à 13 y compris, la distribution s'effectue à l'adresse de livraison spécifiée par le fonctionnaire dirigeant ou son délégué. »

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** Le Ministre des Finances, le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Mobilité sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 février 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,  
J. VAN OVERTVELDT

Le Ministre de l'Intérieur,  
J. JAMBON

Le Ministre de la Mobilité,  
F. BELLOT

Voertuigen ingeschreven onder een tijdelijke inschrijving voorzien in § 1, 6° kunnen niet worden ingeschreven door een andere titularis onder een nieuwe tijdelijke inschrijving vooraleer het voertuig eerst werd ingeschreven onder een gewone kentekenplaat met normaal opschrift."

**Art. 2.** In artikel 16, § 4 van hetzelfde besluit wordt het laatste lid vervangen als volgt :

"In afwijking van het eerste lid gebeurt de uitreiking voor de categorieën van personen bedoeld in artikel 5, § 1, 4° tot en met 13° op een door de leidend ambtenaar of diens gemachtigde bepaald afleveradres."

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 4.** De Minister van Financiën, de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Mobiliteit zijn, ieder wat hem of haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 februari 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,  
J. VAN OVERTVELDT

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
J. JAMBON

De Minister van Mobiliteit,  
F. BELLOT

**SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,  
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE**

[C – 2016/12122]

**15 JUILLET 2016. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 2 décembre 2015, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie du béton, relative à la prime de continuation (1)**

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Sous-commission paritaire de l'industrie du béton;

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 2 décembre 2015, reprise en annexe, conclue au sein de la Sous-commission paritaire de l'industrie du béton, relative à la prime de continuation.

**Art. 2.** Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 juillet 2016.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,  
K. PEETERS

—  
Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :  
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,  
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG**

[C – 2016/12122]

**15 JULI 2016. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 2 december 2015, gesloten in het Paritair Subcomité voor de betonindustrie, betreffende de blijfpremie (1)**

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Subcomité voor de betonindustrie;

Op de voordracht van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 2 december 2015, gesloten in het Paritair Subcomité voor de betonindustrie, betreffende de blijfpremie.

**Art. 2.** De minister bevoegd voor Werk is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 juli 2016.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,  
K. PEETERS

—  
Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :  
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.